



Trois formes de collaboration : l'Europe et la réconciliation franco-allemande – à travers la carrière de Gustav Krukenberg, chef de la « Division Charlemagne »

Dans cet article¹ est évoqué un personnage pratiquement inconnu mais dont l'étude pourrait s'avérer intéressante. Même aux historiens professionnels son nom ne dit rien, sauf peut-être à quelques spécialistes des différents champs qu'il a traversés : les relations franco-allemandes, la radiodiffusion, la deuxième guerre mondiale, la Waffen-SS, les anciens prisonniers de guerre allemands. En effet, même dans les publications académiques, ce personnage du nom de Gustav Krukenberg (1888-1980) n'est mentionné que de manière tout à fait marginale : il s'agit donc bien d'une figure de l'ombre, d'un personnage d'*arrière-plan*. Et pourtant : comme il apparaît en de nombreux endroits différents et à de nombreuses reprises au cours du XX^e siècle, sa *marginalité même* pourrait avoir quelque chose d'« exceptionnellement normal », ce qui pourrait donc le rendre quelque peu « représentatif ».²



Gustav Krukenberg, 1912 (coll. privée).

1. Version remaniée et élargie d'une communication au 48^e Congrès national des historiens allemands en septembre 2010 et publié ensuite dans la revue *Zeithistorische Forschungen*. Pour leurs commentaires critiques je remercie particulièrement Dieter Gosewinkel, Iris Schröder et Jan-Holger Kirsch.
2. Le portrait d'un marginal ou d'une figure d'arrière-plan pose évidemment des problèmes méthodologiques spécifiques. Ceux-ci ont notamment été discutés par les historiens à propos de la « microhistoire » et de la thématique du « normal exceptionnel » (Eduardo Grendi). Pensons également au Menocchio de Carlo Ginzburg (dans *Le Fromage et les vers*) ou à Louis Pinagot dont Alain Corbin a tenté de reconstituer la vie à partir de zéro. Dans mon cas j'ai pu au moins accéder aux fragments d'archives de Gustav Krukenberg (dorénavant cités : ArchK ; en possession de l'auteur) ainsi qu'à de nombreux documents et publications.

Autre problème : Comment parler, comment écrire, quand on est un historien professionnel, sur son propre grand-père ? Surtout si celui-ci s'est fortement engagé en faveur du nazisme ? J'avoue mon incertitude. Par conséquent cet article ne peut constituer qu'un *essai* au sens propre du terme : c'est-à-dire une tentative de mettre par écrit, de formuler quelque chose qui m'accompagne depuis longtemps mais semblait se braquer contre une réflexion objectivante. D'où l'objection : ne faudrait-il pas laisser cette étude plutôt à quelqu'un d'autre, qui pourrait être plus objectif ? Ou bien, au contraire, pourrait-il y voir un avantage dans le fait d'avoir assez bien connu le personnage, de s'être fortement disputé avec lui, mais de l'avoir, malgré tout, respecté ? Finalement je me suis résolu à courir le risque, à tenter l'expérience et à essayer de profiter de cet avantage, malgré le danger d'une attitude ou bien trop familiale et donc trop clémente ou bien, à l'inverse, trop méprisante envers un parent aussi proche – et pourtant lointain.³

Maurice Halbwachs, le grand sociologue qui – contrairement à la tendance « mémorielle » aujourd'hui répandue – aimait souligner les « cadres sociaux » de la mémoire, a également insisté sur le fait que « c'est souvent dans la mesure où la figure d'un parent âgé est en quelque sorte étoffée par tout ce qu'elle nous a révélé d'une période et d'une société ancienne, qu'elle se détache dans notre mémoire non pas comme une apparence physique un peu effacée, mais avec le relief et la couleur d'un personnage qui est au centre de tout un tableau, qui le résume et le condense. »⁴ Voilà un point de départ possible...

Encore une dernière remarque préliminaire qui concerne la sémantique : en effet, le mot « Europe » est, comme chacun sait, polysémique. Il n'indique aucun programme défini, pas même un espace déterminé. Parle-t-on de l'Occident ou de l'Ouest ? De « Paneurope » ou de « Mitteleuropa » ? voire d'« Eurasie » ? À chaque fois on désignerait ainsi une dimension bien différente. Et la même chose vaut pour les actions que l'on voudrait décrire : « entente » ou « coopération », « réconciliation » ou « collaboration ». Or, ce dernier terme était, bien entendu, tout à fait neutre au départ, mais il a pris ensuite une tournure particulière, devenant le synonyme de soumission et de trahison. De cela il résulte de multiples malentendus quand on parle de « collaboration franco-allemande » ou même européenne. Parfois on a même l'impression que ces malentendus sont presque voulus. Car, en effet, c'est seulement à cause de leur polyvalence que certains termes sont aujourd'hui encore – ou de nouveau – utilisables qui pourtant avaient été utilisés à l'époque dans des contextes plutôt fâcheux.

Mais cela ne vaut-il pas également, et au-delà de la terminologie, pour certains événements et certains « faits » ? Ou pour le dire autrement : dans quel esprit faut-il regarder les choses pour être sûr que le mot leur correspond ? À partir de quel moment allons-nous dire, surpris ou éperdu : mais ce n'est quand même pas la même chose ! Voilà bien deux choses différentes ! Ou même trois !

3. Il existe déjà de nombreuses tentatives d'écrire sur un père ou un grand-père nazi. Parmi les plus intéressants je renvoie à Dörte von Westernhagen, *Die Kinder der Täter. Das Dritte Reich und die Generation danach*, Munich, Kösel, 1987. Dans notre contexte il faut également renvoyer au livre de Kurt Meyer sur son père, commandant d'une division de panzers SS : *Geweint wird, wenn der Kopf ab ist. Annäherungen an meinen Vater « Panzermeyer »*, *Generalmajor der Waffen-SS*, Fribourg, Herder, 1998, qui raconte que son père lui faisait pendant toute son enfance l'éloge du nazisme, continuait de porter la « bague d'honneur » offerte par Himmler, etc. Tout ceci n'était pas le cas pour Krukenberg.

4. Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, éd. par Gérard Namer et Marie Jaisson, Paris, PUF, 1997, p. 112.

C'est dans ce sens que je voudrais esquisser, à partir de l'exemple de Krukenberg, trois formes de collaboration franco-allemande, et cela dans trois constellations : Weimar, nazisme et après-guerre. En même temps il s'agira de réfléchir à ce qui a pu, éventuellement, les relier : peut-on discerner un fil rouge, une continuité ? ou bien s'agit-il effectivement de trois constellations totalement différentes et décalées ?

1^{re} constellation : la République de Weimar

Cette première constellation concerne les années 1926 à 1930 et le rôle de Krukenberg au sein du *Comité franco-allemand d'étude et d'information*. Ce comité binational, qu'on appelle aussi « Comité Mayrisch », est aujourd'hui relativement bien connu.⁵ Pour le présenter en deux mots on pourrait dire qu'il s'agissait d'une association ou plutôt d'un cercle de discussion fondé par le grand magnat de l'acier luxembourgeois, Émile Mayrisch (1862-1928), directeur de la société ARBED, et que ce cercle était composé de Français et d'Allemands influents – industriels, hommes politiques et « intellectuels » – qui se réunissait deux ou trois fois par an et qui avait deux têtes de pont : un bureau à Paris et un autre à Berlin. Tandis que le bureau berlinois était dirigé par un Français, Pierre Viénot (1897-1944), le bureau parisien était dirigé par un Allemand, Gustav Krukenberg – justement. À la différence de Viénot qui peut être considéré comme l'initiateur et le principal propagandiste du projet et qui en 1929 épousera la fille et l'héritière de Mayrisch, mort l'année précédente dans un accident de voiture, Krukenberg, lui, n'attirera jamais l'attention de la recherche historique ; il deviendra tout au plus une longue « note de bas de page ».



Gustav Krukenberg à l'époque du Comité Mayrisch (coll. privée).

Par rapport à la grande histoire politique, cette dissymétrie n'est pas tout à fait injuste. Car Viénot est certainement un personnage plus intéressant, et, vu d'aujourd'hui, plus sympathique : il évoluera de la droite vers la gauche, deviendra socialiste et compagnon de route de Léon Blum, membre du gouvernement du Front populaire, militant de la Résistance et enfin ambassadeur de la France Libre auprès

5. Un certain nombre de travaux universitaires y ont déjà été consacrés ; cf. not. Fernand L'Huillier, *Dialogues franco-allemands 1925–1933*, Paris, Orphrys, 1971 ; Hans Manfred Bock, « Kulturelle Eliten in den deutsch-französischen Gesellschaftsbeziehungen der Zwischenkriegszeit », dans : Rainer Hudemann/Georges-Henri Soutou (éds.), *Eliten in Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert, Strukturen und Beziehungen*, vol. 1, Munich, Oldenbourg, 1994, p. 73-91 ; Oliver Burgard, *Das gemeinsame Europa – von der politischen Utopie zum außenpolitischen Programm. Meinungs austausch und Zusammenarbeit pro-europäischer Verbände in Deutschland und Frankreich, 1924–1933*, Francfort sur le Main, Neuer Wiss. Verlag, 2000 ; Guido Müller, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg. Das Deutsch-Französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund*, Munich, Oldenbourg, 2005.

du gouvernement anglais. Il mourra peu après la Libération.⁶ Mais pour l'histoire et pour l'historien, il ne suffit pas de ne regarder que ceux qui se trouvent sous les projecteurs – et Viénot adorait évidemment cet éclairage ; parfois il est tout aussi intéressant d'observer ceux qui se tiennent au second rang et qui représentent en quelque sorte la banalité de la politique.

Qui était donc ce Krukenberg ? Comment devint-il membre du « Comité Mayrisch » que l'on considère aujourd'hui souvent comme une institution clé du premier rapprochement franco-allemand et, par conséquent, du processus qui mènera à l'unification européenne ?⁷

Gustav Krukenberg est né à Bonn en 1888. Son père, issu d'une famille de médecins, est gynécologue et dirige sa propre clinique ; il est également professeur à l'université de la ville. Mais il meurt dès 1899 d'une septicémie, si bien les trois fils, Gustave et deux petits frères, grandiront sous la houlette de leur mère. Celle-ci est la fille d'un professeur d'archéologie de Berlin, Alexander Conze, très connu à l'époque pour ses fouilles et ses découvertes sur le site de Pergame.⁸ Certes Elsbeth Krukenberg-Conze (1867-1954) n'a pas suivi d'études universitaires – n'oublions pas que nous sommes en Prusse où l'entrée des femmes à l'université ne se fera qu'en 1908 –, mais elle est une élève de Helene Lange, une des grandes figures du féminisme allemand, et rejoint très tôt le mouvement des femmes.⁹ Elle écrit des livres et tient des conférences, puis s'installe avec sa compagne, Lina Hilger (1874-1942), à Bad Kreuznach dans le Palatinat, où cette dernière deviendra la directrice d'un nouveau lycée de jeunes filles.¹⁰ En d'autres termes : Gustave et ses frères passent pratiquement toute leur enfance dans un ménage de femmes, avec une mère écrivain, féministe et lesbienne...¹¹

Il est d'autant plus frappant que le jeune homme, après son baccalauréat, décide de faire des études de droit et de devenir – officier. Il suit des cours aux universités

6. Cf. Gaby Sonnabend, *Pierre Viénot (1897–1944). Ein Intellektueller in der Politik*, Munich, Oldenbourg, 2005, ainsi que les nombreux articles de Hans Manfred Bock qui ne cesse de souligner l'actualité de Viénot pour aujourd'hui (*Kulturelle Wegbereiter politischer Konfliktlösung. Mittler zwischen Deutschland und Frankreich in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, Tübingen, Narr, 2005, p. 249 suiv., p. 365 suiv.).

7. Cf. notamment : Thierry Grosbois, « Mayrisch, Émile », in : Pierre Gerbet/Gérard Bossuat/Thierry Grosbois (éds.), *Dictionnaire historique de l'Europe unie*, Bruxelles, Complexes, 2009, p. 651-655.

8. Cf. Suzanne L. Marchand, *Down from Olympus. Archeology and Philhellenism in Germany, 1750-1970*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1996, p. 92 suiv.

9. Cf. Elsbeth Krukenberg-Conze, *Über Studium und Universitätsleben der Frauen*, Gebhardshagen, 1903 ; *idem, Die Frauenbewegung, ihre Ziele und ihre Bedeutung*, Tübingen, Mohr, 1905 ; *idem, Die Frau in der Familie*, Leipzig, Amelang, 1910. À son propos cf. Ursula Baumann, *Protestantismus und Frauenemanzipation in Deutschland, 1850 bis 1920*, Francfort sur le Main, Campus, 1992, p. 149 suiv. ; Iris Schröder, *Arbeiten für eine bessere Welt. Frauenbewegung und Sozialreform 1890-1914*, Francfort sur le Main, Campus, 2001, p. 160 suiv.

10. En 1933 L. Hilger était mise à la retraite par l'administration scolaire nazie. Deux ans plus tard, elle déménagea avec sa compagne à Bad Teinach en Forêt Noire. Cf. Horst Silbermann, « Lina Hilgers Ausscheiden aus dem Amt der Schulleiterin am Städtischen Lyzeum Bad Kreuznach im Jahre 1933 », in : *Landeskundliche Vierteljahrsblätter*, 39 (1993), p. 77-98.

11. Cf. dans ce contexte son plaidoyer véhément contre l'extension du paragraphe anti-homosexuel aux « personnes féminines » : Elsbeth Krukenberg, « § 175 », in : *Monatsschrift für Kriminalpsychologie und Strafrechtsreform* 7 (1910/11), p. 612. Voir également : Mecki Pieper, « Die Frauenbewegung und ihre Bedeutung für lesbische Frauen (1850–1920) », in : Berlin Museum (éd.), *Eldorado. Homosexuelle Frauen und Männer in Berlin 1850–1950*, catalogue d'exposition, Berlin, 1984, p. 116-124. Par ailleurs, E. Krukenberg publia deux romans quasi-autobiographiques : *Von Sehnsucht und Reichtum. Aus dem Leben der Hertha Wieser*, Leipzig, Amelang, 1920 ; *Zwischen Jung und Alt. Aus dem Leben Luise Königs und ihrer Söhne*, Berlin, Bött, 1938, et laissa des souvenirs inédits (*Aus deutscher Vergangenheit*, ArchK).

de Lausanne, de Fribourg en Brisgau, de Berlin, de Bonn et de Heidelberg, tout en devenant membre d'une corporation d'étudiants, d'une *Studentenverbindung*, ainsi que du mouvement de la jeunesse, du *Wandervogel*.¹² En 1911 il soutient son doctorat à Heidelberg, et il dédie sa thèse, consacrée à la fiscalité militaire, à sa mère.¹³ Un an plus tard il se marie avec une riche héritière de Bonn dont la mère, Charlotte Schumm-Walter (1860-1947), fait également partie du mouvement des femmes.¹⁴ Puis la Grande Guerre éclate, et le jeune officier sert aux fronts de l'Est comme de l'Ouest, notamment comme aide-de-camp du Général Litzmann.¹⁵ Au fil des ans, Krukenberg avance jusqu'au rang de capitaine d'état-major et se retrouve à Berlin dans les milieux dirigeants de l'armée. Cela lui permet ensuite de glisser quasiment de poste en poste : d'abord adjudant du Général Mertz von Quirnheim, responsable de l'histoire militaire et de la fondation des archives de Potsdam¹⁶ ; puis il participe pendant quelque mois



Gustav Krukenberg (à g.) avec le ministre des affaires étrangères Friedrich Rosen (milieu) et le secrétaire d'État Edgar Haniel (à dr.), juin 1921 (coll. privée).

au combat des corps francs, en l'occurrence du *Freikorps Reinhard*, qui occupe Berlin et noie dans le sang l'insurrection spartakiste de janvier 1919¹⁷ ; de là il passera au ministère de la Guerre où il sera attaché de presse, puis aux Affaires Étrangères où il servira de chef de bureau aux ministres Walter Simons et Friedrich Rosen.¹⁸ Ensuite il occupera une fonction analogue auprès de Hermann Bücher, le chef de la principale organisation patronale, le *Reichsverband der Deutschen Industrie*, qui l'envoie notamment en 1922 à la conférence économique de Gènes – et Rappallo, comme l'on sait, n'est pas loin.¹⁹

12. Cf. Gustav Krukenberg, « Wie auf einem anderen Stern », in : Heinz Speiser (éd.), *Dein Hans Lissner. Ein Erinnerungsbuch*, s. D. [1968], p. 22.

13. Gustav Krukenberg, *Die Haftung des Reichsmilitärfiskus*, Borna-Leipzig 1911 (thèse de droit, Heidelberg 1911).

14. Elle participa à la fondation de l'association des femmes protestantes (*Deutsch-Evangelischer Frauenbund*) et publia également un livre : *Berta Lungstras, ein rheinisches Frauenleben in christlicher Fürsorge*, Neuwied, Genossenschaftsdruckerei, 1931.

15. Karl Litzmann (1850–1936) était un des héros militaires allemands de la Grande Guerre. En tant que membre précoce du parti nazi, Hitler lui fit faire des funérailles d'État, auxquelles Krukenberg fut invité à titre de « dernier aide-de-camp ». En 1940, la ville polonaise de Łódź fut rebaptisée « Litzmannstadt ». (Jusqu'en 1964, il existait également une caserne « General-Litzmann » à Hambourg.)

16. Cf. Karl Demeter, *Das Reichsarchiv. Tatsachen und Personen*, Franckfort sur le Main, Bernhard & Graefe, 1969, p. 9 suiv. ; Markus Pöhlmann, *Kriegsgeschichte und Geschichtspolitik : Der Erste Weltkrieg. Die amtliche deutsche Militärgeschichtsschreibung 1914–1956*, Paderborn, Schöningh, 2002, p. 69 suiv.

17. Cf. Gustav Krukenberg, *Am Rande des Kapp-Putsches*, manuscrit, 24 p. (ArchK). Publié dans : Erwin Könnemann/Gerhard Schulze (éds), *Der Kapp-Lüttwitz-Ludendorff-Putsch. Dokumente*, Munich, Oldenbourg, 2002, p. 614-622.

18. Sur les Affaires étrangères allemandes au début de la République de Weimar, cf. Kurt Doss, *Das deutsche Auswärtige Amt im Übergang vom Kaiserreich zur Weimarer Republik*, Düsseldorf, Droste, 1977.

19. Dans les années soixante, Krukenberg raconta à nombreuses reprises à la télévision et dans la presse la naissance du Traité de Rappallo entre l'Allemagne de Weimar et la Russie soviétique (ArchK). Il faut souligner cependant qu'il ne nourrissait aucune sympathie « nationale-bolchévique ». Son seul but était de contrecarrer le Traité de Versailles. Sur le caractère explosif de « Rapallo », notamment pour les relations franco-allemandes, cf. Carole Fink/Axel Fron/Jürgen Heideking (éds), *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

Bref, le jeune officier et juriste s'avère fin diplomate et habile représentant des intérêts gouvernementaux et patronaux. C'est pourquoi, après un intermède à la tête d'une entreprise allemande à Amsterdam, il accédera en 1926 à un poste où il pourra enfin jouer un rôle politique actif : secrétaire du Comité Mayrisch à Paris.

Les membres du « Comité Mayrisch » (1926-1932)

Le groupe allemand :

Président : Alfred von Nostitz-Wallnitz (ancien Ministre d'État de Saxe)

Délégué à Paris : Dr Gustav Krukenberg (ensuite : Régis de Vibraye) ; secrétaire : Marc Poupard (ensuite : Paul Rabouse, Karl-Heinz Pfeffer, Frank Rümelin)

Beckerath, Erwin von (professeur d'économie politique)

Bergsträsser, Arnold (professeur de science politique)

Bernhard, Ludwig (professeur d'économie politique)

Bruhn, Bruno (Krupp)

Bruns, Victor (directeur du Kaiser-Wilhelm-Institut de droit public et international)

Bücher, Hermann (AEG, ancien président du Reichsverband der Deutschen Industrie)

Curtius, Ernst Robert (professeur de romanistique)

Deutsch, Felix (AEG)

Diehn, August (Deutsches Kohlensyndikat)

Frowein, Abraham (Reichsverband der Deutschen Industrie)

Glum, Friedrich (Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft)

Haas, Wilhelm (professeur de philosophie)

Hagen, Louis (président de la Chambre de commerce de Cologne)

Hatzfeld-Wildenburg, Hermann zu (ancien ambassadeur)

Haniel, Karl (Gutehoffnungshütte)

Hellpach, Willy (ancien Président de la République de Bade, professeur de philosophie)

Mendelssohn, Franz von (Chambre de commerce de Berlin, président de l'Association des chambres de commerce d'Allemagne)

Müller-Orlinghausen, Georg (Conseil économique du Reich)

Oberndorff, Alfred von (ancien ambassadeur)

Oncken, Hermann (professeur d'histoire)

Papen, Franz von (député au Landtag de Prusse)

Poensgen, Ernst (Vereinigte Stahlwerke)

Praschma, Hans von (membre du Conseil d'État pour la Haute Silésie)

Schlubach, Hermann Edgar (Hamburger Handelshaus Schlubach, Thiemer & Co.)

Schmitt-Ott, Friedrich (ancien Ministre d'État, président de la Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft)

Schreiber, Christian (évêque [catholique] de Berlin)

Simons, Walther (ancien Ministre des affaires étrangères, président de la Cour suprême du Reich)

Simson, Ernst von (ancien Secrétaire d'État, IG Farben)

Stauss, Emil Georg von (Deutsche Bank)

Stimming, Carl (Norddeutscher Lloyd)

Thyssen, Fritz (aciéries)

Warburg, Max (Banque Warburg)

Wilmowsky, Tilo von (Krupp)

Wolff, Otto (aciéries)

Le groupe français :

Président : Charles Laurent (Ambassadeur de France, Banque du Nord, Société Internationale du Canal de Suez)

Délégué à Berlin : Pierre Viénot (ensuite : Dr Max Clauss) ; secrétaire : Dr Sydney Jessen (ensuite : Paul Ravoux)

Broglié, Maurice de (physicien)

Castel, Étienne du (Chemins de Fer d'État)

Chardon, Henry (Conseil d'État)

Dal Piaz, John (Compagnie Transatlantique, Armateurs de France)

Debrix, René (Société Générale Alsacienne de Banque)

Dubrulle, Maurice (Comité Central de la Laine)

Duchemin, René-Paul (Confédération Générale de la Production)

Fontaine, Arthur (Bureau International du Travail, Conseil des mines de la Sarre)

Fougère, Étienne (Association Nationale d'Expansion Économique et Syndicat des Fabricants de Soieries)

Fourneau, Ernest (professeur de chimie)

Henry-Robert, Louis Paul (Ordre des Avocats)

Jaloux, Edmond (écrivain, ancien diplomate)

Janet, Pierre (professeur de psychologie)

Julien, Eugène (évêque d'Arras)

Kempf, Paul (Union Syndicale des Tissus)

Laederich, Georges (Syndical Général de l'Industrie Cotonnière)

Laurent, Théodore (Comité des Forges)

Lichtenberger, Henri (professeur de lettres allemandes)

Lyautéy, Pierre (Association de l'Agriculture et de l'Industrie, journaliste)

Marlio, Louis (Chambre Syndicale des Forces Hydrauliques)

Margerie, Pierre de (Ambassadeur de France [à partir de 1931])

Mercier, Ernest (Compagnie Française du Pétrole)

Nicolay, Antoine de (Société des Agriculteurs de France)

Ormesson, Wladimir d' (journaliste [*Le Temps*])

Petit de Julleville, Pierre (évêque de Dijon, puis archevêque de Rouen)

Peyerimhoff, Henry de (Comité des Houillères)

Retz, Pierre de (Mines de Potasse d'Alsace)

Rist, Charles (professeur d'économie politique)

Romier, Lucien (Société d'Économie Nationale, journaliste [*Le Figaro*])

Schlumberger, Jean (écrivain et éditeur [Gallimard])

Serruys, Daniel (Ministère du Commerce)

Seydoux, Jacques (Ministre plénipotentiaire, Banque de Paris et des Pays-Bas)

Siegfried, André (professeur de sciences politiques)

Sommier, Edme (Raffinerie Sommier)

Thibaudet, Albert (écrivain et journaliste)

Vermeil, Edmond (professeur de lettres allemandes)

Voguë, Félix de (Société des Agriculteurs de France, Banque de France)

Source : tapuscrit avec corrections de la main de Krukenberg, s. D. (années 1960 ?) ; ArchK. Cf. également : L'Huillier, *Dialogues*, op. cit., p. 167-171 ; Sonnabend, Viénot, op. cit., p. 127-128. En principe le nombre de membres était limité à 25 pour chaque groupe mais il y eut une certaine fluctuation.

Quelles sont alors ses tâches ? Promouvoir l'« entente » franco-allemande, bien entendu. Mais plus précisément : promouvoir l'image et les intérêts de l'industrie allemande, promouvoir la révision des obligations du traité de Versailles, la suppression des barrières douanières et, inversement, promouvoir des contrats avec certaines entreprises allemandes, c'est-à-dire préparer « l'atmosphère » pour de nouveaux accords et partenariats, notamment du côté de l'industrie lourde et de l'industrie chimique. Aujourd'hui on appellerait cela du « lobbysme ». À l'époque c'était encore assez nouveau : une politique étrangère au-delà ou en deçà des ministères, mais avec leur consentement, bien sûr, et en contact permanent avec le ou les gouvernements.²⁰

Krukenberg et son épouse reçoivent ainsi dans les locaux du Comité Mayrisch, situés Boulevard Haussmann, leurs partenaires français – industriels, hommes politiques etc. – de même que leurs interlocuteurs allemands de passage à Paris. Par ailleurs, Krukenberg soigne les contacts avec la presse et d'autres médiateurs possibles par rapport à l'opinion publique française : personnages hauts placés, hommes de lettres, professeurs à la Sorbonne, etc. Et à Berlin, Pierre Viénot fait de même : lui aussi ne cesse d'intervenir et de faire antichambre en faveur de la France, de sa politique et de son industrie vis-à-vis du gouvernement du Reich, de la Prusse, des associations patronales, de la presse, etc.²¹

Comme l'on sait, l'action du Comité Mayrisch échoue, pour l'essentiel, quatre ans à peine après sa fondation, même s'il continuera formellement d'exister jusqu'en 1938.²² La mort accidentelle du fondateur y joue son rôle, mais également le fait que Viénot, qui se perçoit comme le cerveau et le moteur du projet²³, se brouillera avec le président de la délégation française, le banquier Charles Laurent. Et comme il soupçonne par ailleurs les Allemands de toutes sortes d'intrigues, il finit par jeter l'éponge vers la fin de 1929. Ensuite, à la fois pour résumer son expérience et aussi pour répliquer au livre à succès de Friedrich Sieburg, *Gott in Frankreich?*, sorti en 1929 et immédiatement traduit sous le titre *Dieu est-il français ?*²⁴, il publie un essai dont le titre deviendra proverbial : *Incertitudes allemandes* (1931).²⁵ Dans ce petit livre, Viénot développe l'idée que l'Allemagne depuis la guerre et au cours de la crise politique et économique du présent aurait perdu son assurance traditionnelle : « Au milieu de cette mise en question du monde, l'Allemand moyen reste hésitant et troublé. La spontanéité des réactions et du jugement, parfois même la simple intervention du bon sens utilitaire, sont à demi paralysées. »²⁶ C'est ce expliquerait le vacillement de la politique allemande, à l'extérieur comme à l'intérieur, et jusqu'au « microbe du national-socialisme » que Viénot décrit plutôt d'ailleurs comme un phénomène culturel que politique, puisqu'il serait « l'expression, sous la forme la plus grossière, de

20. Cf. surtout L'Huillier, *Dialogues*, p. 39 suiv. ; Müller, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen*, p. 81 suiv.

21. Cf. *ibid.* et surtout Sonnabend, *Viénot*, p. 109 suiv.

22. Bien que le comité continua officiellement d'exister jusqu'en 1939, il ne joua plus aucun rôle après 1931. Aussi les bureaux de Berlin et Paris furent fermés.

23. Sonnabend, *Viénot*, p. 132

24. Friedrich Sieburg, *Gott in Frankreich? Ein Versuch*, Francfort sur le Main, Societäts-Verlag, 1929 ; trad. française : *Dieu est-il français ?*, Paris, Grasset, 1930 (rééd. Grasset 1991) ; trad. anglaise : *Is God a Frenchman?, or The Gospel of St. Joan*, Londres, Cape, 1931.

25. Pierre Viénot, *Incertitudes Allemandes. La crise de la civilisation bourgeoise en Allemagne*, Paris, Valois, 1931 ; trad. allemande : *Ungewisses Deutschland. Zur Krise seiner bürgerlichen Kultur*, Francfort sur le Main, Societäts-Verlag, 1931 (nouv. édition de Hans Manfred Bock, Bonn, Bouvier, 1999) ; trad. anglaise : *Is Germany finished?*, Londres, Faber & Faber, 1931.

26. P. Viénot, *Incertitudes*, *op. cit.*, p. 87-88.

l'angoisse allemande ». ²⁷ À lire le livre aujourd'hui, ce qui frappe surtout est l'absence totale d'une réflexion comparative par rapport à la France. En effet, et même si Viénot dans sa dernière phrase souligne que la conduite des Français envers les Allemands dépend essentiellement de l'idée qu'ils se font eux-mêmes de leur pays ²⁸ – « Choisir notre conduite envers l'Allemagne, c'est choisir, en premier lieu, l'idée que nous nous faisons de la France » –, il est tout à fait significatif que le mot « Versailles » comme provocation permanente est totalement occulté.

Krukenberg, à ma connaissance, n'a jamais commenté le livre de Viénot, du moins publiquement. Ses rapports avec son homologue français sont d'ailleurs difficiles. Malgré toutes les politesses, les deux hommes n'harmonisent pas. ²⁹ Aussi Krukenberg ne peut accepter ni la critique du nationalisme, ni celle de l'incertitude allemande. Et tandis que Viénot est un partisan explicite du rapprochement et de l'entente, donc de la *Verständigung* – une notion dont on se méfie fortement de l'autre côté du Rhin ³⁰ – et se voit par conséquent poussé de plus en plus vers la gauche ³¹, Krukenberg, lui, est un adepte de la « *Realpolitik* », d'une politique sans illusions, entièrement soumise aux intérêts de l'Allemagne, et plus particulièrement, à ceux de son industrie. Ce que cela signifie en clair peut se lire dans une conférence qu'il donne en janvier 1931 – après la fin de son mandat à Paris – à l'*Hotel Kaiserhof* de Berlin. Sous le titre « Psychologie des relations franco-allemandes » il déclare sans ambages que toute la politique antérieure s'est soldée par un échec : « Notre politique de pression et de familiarité avec la France au cours de ces dernières années a fait plus de mal que de bien. » ³² Car « le Français ne pense pas à l'Europe, mais uniquement à la France. L'industrie française, d'ailleurs, ne se laisse pas impressionner par des arguments d'économie mondiale. La France ne veut pas de révision [scil. du traité de Versailles], et même la politique européenne de Briand ainsi que [le traité de] Locarno ne servent

27. *Ibid.*, p. 89.

28. *Ibid.*, p. 166.

29. L'ancien officier de carrière était non seulement irrité par la dépendance à la morphine de son partenaire (due à une blessure de guerre ?) mais surtout par son homosexualité. Déjà durant ses années de formation au Maroc (avant 1914), Viénot avait fait partie du cercle homoérotique autour de Lyautey (cf. Sonnabend, *Viénot*, p. 43 suiv.) et se mouvant avec plaisir dans les milieux libertins et homosexuels de Berlin, comme il ressort (indirectement) des lettres de Pierre Bertaux : *Un normalien à Berlin. Lettres franco-allemandes (1927-1933)*, éd. par Hans Manfred Bock/Gilbert Krebs/Hansgerd Schulte, Asnières, PIA, 2001. À côté de Bertaux, en faisaient partie notamment : André Gide, Ernst Robert Curtius, Golo Mann et le ministre prussien de la culture en titre, Carl Heinrich Becker (cf. le dictionnaire de Bernd-Ulrich Hergemöller, *Mann für Mann*, Francfort sur le Main, Suhrkamp, 2001, p. 112-114). Sur « Berlin, capitale homosexuelle », cf. Florence Tamagne, *Histoire de l'homosexualité en Europe. Berlin, Londres, Paris 1919-1939*, Paris, Seuil, 2000, p. 59 suiv. Évidemment, ce penchant de Viénot n'était pas du goût d'une grande partie des membres du Comité Mayrisch.

30. Cf. le petit livre d'un membre du comité, Arnold Bergsträsser (1896-1964), *Sinn und Grenzen der Verständigung zwischen Nationen*, Munich, Duncker & Humblot, 1930, dans lequel il souligne que l'entente n'est jamais que la voie et non le but d'une politique (p. 90) : « Jusqu'où nous pouvons ou devons aller dans cette voie – parfois avec des sacrifices – dépend entièrement de la situation concrète ». Mais « en devenant une doctrine, l'idée d'entente pourrait mettre danger la volonté politique » (p. 91). Le but de l'opération, en tout cas, est le « renforcement » de la « patrie ». Sur ce personnage ambivalent cf. Horst Schmitt : « "Ein typischer Heidelberger im Guten wie im Gefährlichen". Arnold Bergsträsser und die Ruperto Carola 1923-1936 », in : Reinhard Blomert et al. (éd.) : *Heidelberger Sozial- und Staatswissenschaften. Das Institut für Sozial- und Staatswissenschaften zwischen 1918 und 1958*, Marbourg, Metropolis, 1997, p. 167-196.

31. Après son retour à Paris, Viénot se rapprochera de la gauche radical-socialiste et rejoignit finalement la SFIO. Le fait que son épouse, Andrée Viénot (née Mayrisch, 1901-1976), était depuis longtemps une militante socialiste a sûrement contribué à cette radicalisation. Cf. Gilles Martin/Justinien Raymond, art. « Viénot, Andrée » et « Viénot, Pierre », dans : Jean Maitron (éd.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, 4^e partie, vol. 43, Paris, Éd. Ouvrières, 1993, p. 206-211.

32. Anonyme [Gustav Krukenberg], « Zerstörte Illusionen », in : *Berliner Lokal-Anzeiger*, 24 janvier 1931. Les citations qui suivent proviennent de cet article.

au [sic] Français qu'à galvaniser les traités. » Bref, la politique de rapprochement des années 20 n'eut pour but que « de nous pousser gentiment à abandonner la révision ». Par conséquent, Krukenberg, qui sur ce point continue *en fait* la politique « réaliste » de Stresemann³³, met en garde contre un « embellissement de ces faits » et déclare que selon lui c'était « une erreur de la politique allemande de n'avoir rien fait jusqu'à présent pour montrer que l'opposition entre la France et l'Allemagne est infranchissable ».

Ainsi, après avoir déjà lancé – depuis Paris – maints messages critiques contre la politique française dans la presse allemande, Krukenberg, revenu à Berlin, abandonne sa retenue diplomatique. Dans de nombreuses conférences et plusieurs articles, notamment dans les revues des « jeunes conservateurs » *Die Tat* et *Der Ring*, il présente ses impressions parisiennes et ne cache pas sa frustration politique.³⁴ S'appuyant sur les diagnostics exprimés par les livres de Sieburg, avec lequel il est très lié, et de Bergsträsser ainsi que sur l'analyse des partis politiques d'André Siegfried³⁵, il oppose à l'Allemagne « incertaine » de Viénot une France rétrograde et infatuée, qui malgré toute sa rhétorique, constituerait le « plus grand obstacle à la paix » (Sieburg). C'est pourquoi il faut abandonner tout « espoir exagéré » : « La situation de l'Allemagne, écrit-il, fait qu'il est impossible de séparer les questions intérieures des questions de politique étrangère. Nous ne pouvons accepter que les traités que l'on nous a dicté il y a une décennie restent figés jusque dans le détail et pour tous les temps. » Et il pose la question : « N'était-ce pas l'idée de Locarno de trouver à travers une collaboration productive avec la France une issue à cela ? » Or, « malgré toute notre patience » la France n'a pas « emboité » le pas de l'Allemagne « sur ce chemin » ; elle a ainsi « manqué le moment décisif qui ne se représentera pas de sitôt ».³⁶

2^e constellation : le nazisme

Après son retour de Paris et une phase de transition dans laquelle Krukenberg vit de conférences et d'engagements divers, ses services à l'intersection de la politique économique et de la diplomatie deviennent enfin rentables : sous le gouvernement du chancelier von Papen il devient, en effet, secrétaire personnel du chef de la Radiodiffusion allemande au Ministère de l'intérieur. Mais ce n'est qu'un début : après la nomination d'Hitler à la chancellerie par Hindenburg, le 30 janvier 1933, Krukenberg accède lui-même à ce poste décisif pour la propagande du nouveau régime

33. Cette politique a fait l'objet de nombreuses controverses historiographiques. Selon la perspective des auteurs on a vu en Stresemann un grand européen ou un nationaliste masqué. Personnellement, je penche vers l'interprétation critique d'Annelise Thimme, *Gustav Stresemann. Eine politische Biographie zur Geschichte der Weimarer Republik*, Hannover, Goedel, 1957.

34. Gustav Krukenberg, « Gott in Frankreich? », in : *Der Ring*, 3 (1930), no. 46, p. 805 suiv. ; Christian Reil [i.e. Gustav Krukenberg], « Die Wahrheit über Frankreich », in : *Die Tat*, 23 (1931), n° 1, p. 59-62. Il donna également une conférence sur le même sujet à l'Industrie-Club de Düsseldorf le 15 décembre 1930. Un peu plus d'un an plus tard, Hitler usera cette même tribune pour annoncer son programme. Cf. Henry A. Turner (éd.), *Legende und Wirklichkeit. Hitlers Rede vor dem Düsseldorfer Industrie-Club am 26. Januar 1932*, Düsseldorf, Industrie-Club, 2001.

35. André Siegfried, *Tableau des partis en France*, Paris, Grasset, 1930. A. Siegfried (1875–1959) était alors professeur à l'École libre des sciences politiques de Paris et membre du Comité Mayrisch.

36. G. Krukenberg, « Gott in Frankreich? », art. cité, p. 807. Sa proximité avec Sieburg, dont il partageait l'attitude ambivalente envers la France (cf. Margot Taureck, *Friedrich Sieburg in Frankreich. Seine literarisch-publizistische Stellungnahmen zwischen den Weltkriegen im Vergleich mit Positionen Ernst Jüngers*, Heidelberg, Winter, 1987) est documentée par de nombreuses lettres, cartes postales et livres dédicacés dans ses archives (ArchK).

et devient *Reichsrundfunkkommissar*.³⁷ Ainsi, tout à coup, il se trouve lui-même sous les projecteurs. Ce qui est d'ailleurs littéralement vrai, puisqu'on le voit à ce moment-là dans de nombreux films d'actualités. Or, cette ascension n'est devenue possible que parce Krukenberg, qui avait toujours été très bien « connecté » et membre de nombreuses associations, clubs etc.³⁸, avait dès le mois d'avril 1932 – donc pendant la campagne présidentielle qui allait reconduire Hindenburg à la présidence – rejoint le parti nazi, et il avait même publié, anonymement, un petit livre sous le titre : *Wer wird Reichspräsident?* (Qui deviendra président du Reich ?), contenant un plaidoyer assez net en faveur des candidats nazis (Hitler et Frick).³⁹ Par conséquent, en 1933, le nouveau ministre nazi de l'intérieur, le même Wilhelm Frick, sait à qui il a affaire, et le *Gauleiter* de Berlin, Goebbels, semble également avoir accepté Krukenberg en tant que chef de la radio du Reich. Dans la mesure, cependant, où Goebbels crée et construit son propre Ministère de la propagande, fondé en mars 1933, et veut entièrement « nettoyer » la TSF, c'est-à-dire évincer tous les conservateurs et tous les « tièdes », Krukenberg devient pour lui un obstacle.⁴⁰ À de nombreuses reprises il s'en plaint alors dans son journal : « ennuis avec Krukenberg », jusqu'au 7 juillet 1933 où il pourra enfin triompher : « hier : congédié Krukenberg. Maintenant la radio est pure » – *Jetzt hab ich den Rundfunk rein*.⁴¹

Il se passe alors quelque chose d'étrange : Krukenberg, pourtant membre du NSDAP depuis 1932 et



Chef de radiodiffusion du Reich, Krukenberg (au centre avec le bras levé) assiste à une cérémonie en l'honneur du président Hindenburg, printemps 1933 (photo de presse).

37. « Dr Krukenberg, der neue Reichsrundfunkkommissar », in : *NS-Funk*, 1 (1933), n° 5, p. 4. Cf. aussi Ansgar Diller, *Rundfunkpolitik im Dritten Reich*, Munich, DTV, 1980, p. 56 suiv.
38. Krukenberg était p.ex. membre de la « Deutschen Gesellschaft 1914 », du « Nationalklub Berlin 1919 » (conseil d'administration), de la « Weltwirtschaftliche Gesellschaft zu Berlin » (conseil d'administration) et du fameux « Herrenklub ». Sur ces associations : Dieter Fricke (éd.), *Lexikon zur Parteigeschichte. Die bürgerlichen und kleinbürgerlichen Parteien und Verbände in Deutschland (1789–1945)*, 2 t., Cologne, Pahl-Rugenstein, 1984.
39. Anonyme [Gustav Krukenberg], *Wer wird Reichspräsident? Das Wahlverfahren, die Kandidaten und ihre Aussichten*, von ***, Oldenburg, Stalling, 1932.
40. Cf. Daniel Mühlenfeld, « Vom Kommissariat zum Ministerium. Zur Gründungsgeschichte des Reichsministeriums für Volksaufklärung und Propaganda », in : Rüdiger Hachtmann/Winfried Süß (éds), *Hitlers Kommissare. Sondergewalten in der nationalsozialistischen Diktatur*, Göttingen, Wallstein, 2006, p. 72-92 ; *idem*, « Joseph Goebbels und die Grundlagen der NS-Rundfunkpolitik », in : *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 54 (2006), p. 442-467.
41. Elke Fröhlich (éd.), *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, 1, 2, Munich, Saur, 2006, p. 222. Cf. également p. 188 : « il faut écarter Krukenberg » ; « ennuis avec Krukenberg » (18 mai 1933), p. 203 : « Krukenberg doit partir » (10 juin 1933) ; p. 225 : « désastreux héritage de Krukenberg » (11 juillet 1933). Ce sera Horst Dressler-Andress, le responsable radiophonique du patri nazi, qui prendra la succession de Krukenberg (A. Diller, *Rundfunkpolitik, op. cit.*, p. 98).



« Qui deviendra président du Reich ? », livre anonyme de Gustav Krukenberg, 1932 (coll. privée).

des SS depuis 1933, ne retrouve aucun nouveau poste dans la fonction publique. Au lieu de cela il devient – et cela jusqu’à la guerre – directeur d’une petite entreprise chimique à Berlin-Plötzensee.⁴² Quand on pense à l’euphorie de départ chez les nazis et le grand nombre de nouvelles carrières qui s’ouvrirent aux militants du parti, il s’agit d’une chute assez mystérieuse. À moins qu’il ne s’agisse d’un retrait délibéré ? En effet, il est possible et envisageable que Krukenberg, à cause de sa proximité avec certains soi-disants « réactionnaires » comme l’ex-chancelier Papen – avec lequel il était lié depuis leurs années communes au Comité Mayrisch⁴³ – ou bien avec le duc de Cobourg⁴⁴ – auquel il avait servi de chef de cabinet et avec lequel il avait fait un voyage chez Mussolini dans le cadre de la « Société pour l’étude du fascisme »⁴⁵ –, avait maintenant besoin de se faire oublier. Il n’est pas exclu, non plus, que son nom se trouvait, comme celui de ses deux protec-

teurs, sur une des « listes noires » de personnalités à éliminer qui circulaient avant le 30 juin 1934 et la « journée des longs couteaux ».⁴⁶

Peut-être... Quelques années plus tard, en tout cas, lorsque Himmler envisage de récupérer Krukenberg et demande pour cela une « enquête » de son service de sécurité (« SD »), Reinhard Heydrich, son chef, lui répond par une longue liste d’accusations⁴⁷ : Dès le départ, Krukenberg aurait « combattu avec acharnement » la centralisation de la radio préconisée par le gouvernement nazi. « Il pensait que

42. Cf. la brochure commémorative : *10 Jahre und länger...Standard Lack Werke GmbH*, Berlin, 1936.

43. La proximité de Krukenberg avec Papen est soulignée pour la période d’après-guerre par de nombreuses lettres et cartes postales conservées dans ses archives (ArchK).

44. Cf. Harald Sandner, *Hitlers Herzog. Carl Eduard von Sachsen-Coburg und Gotha. Die Biographie*, Aix-la-Chapelle, Shaker, 2010, p. 222 suiv. La ville de Cobourg était une place forte du parti nazi ; dès 1931 le drapeau à la croix gammée flottait sur la mairie.

45. Le Duc de Cobourg, petit-fils de la Reine Victoria, était le président de cette association fondée en 1931 ; Krukenberg était parmi les membres fondateurs. Cf. Manfred Wichmann, « Die Gesellschaft zum Studium des Faschismus. Ein antidemokratisches Netzwerk zwischen Rechtskonservatismus und Nationalsozialismus », in : *Bulletin für Faschismus- und Weltkriegsforschung*, 31/32 (2008), p. 1-33 ; Klaus Gietinger, *Der Konterrevolutionär. Waldemar Pabst – eine deutsche Karriere*, Hambourg, Nautilus, 2008, p. 297 suiv.

46. La preuve que Krukenberg courait un certain danger ressort d’une entrée non signée de 1933 ou 1934 conservée dans son dossier personnel dans laquelle nous lisons : « Toute la politique radiophonique du NSDAP fut perturbée par le soi-disant “camarade” Krukenberg. L’ambiance dans les cercles du parti était tellement mauvaise que l’on a sérieusement évoqué de se débarrasser de Krukenberg par la force. » (Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde, dossier SS de G. Krukenberg, p. 340).

47. Lettre s. d. de Reinhard Heydrich à Heinrich Himmler (début 1937) ; Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde, dossier SS de G. Krukenberg, p. 338 suiv. Ce dossier particulier comporte 17 pages. Les citations suivantes proviennent de la lettre de Heydrich. Bizarrement, une photographie de la lettre se trouve sur internet avec la mention « this item has been sold » : <<http://www.historyinink.com/511801%20Heydrich-Himmler%20Tlp.htm>>.

les différentes stations devraient continuer à servir les différents *Länder* et groupes d'intérêt. » Ensuite, après la reprise de la radio par le ministère de la Propagande, d'autres conflits auraient surgi : « Dès le début, le parti pensait que la radio doit essentiellement constituer un instrument de propagande politique et doctrinale et être utilisée et développée en conséquence. Au cours de la campagne de propagande avec les discours du Führer et des dirigeants du parti, qui a débuté immédiatement après la prise de pouvoir, Krukenberg a défendu le point de vue que tous les différents groupes d'intérêts [donc : les représentants de l'industrie, du commerce, de l'agriculture etc., P.S.] doivent également avoir droit à la parole. » Conclusion de Heydrich : « Il est certain que Krukenberg n'a rejoint le NSDAP que pour des raisons de conjoncture. Surtout à cause de sa politique de gestion du personnel et de son comportement non-national-socialiste [*unnationalsozialistisches Verhalten*] il a été destitué, sur intervention personnelle du Dr Goebbels, de toutes ses fonctions à la radio en août 1933. [...] On peut conclure qu'il existe de fortes objections contre Krukenberg à la fois à cause de son caractère et de sa tenue doctrinale [*weltanschauliche Haltung*]. »

Cependant Krukenberg ne devient jamais un opposant au régime. Il essaye au contraire de s'adapter au mieux. C'est ce qui s'avère dans son engagement en tant que chef d'entreprise (*Betriebsführer*)⁴⁸ et se confirme ensuite pendant la guerre à laquelle il participe sur presque tous les fronts : en Pologne, en France, aux Pays-Bas, en Union Soviétique, en Yougoslavie.⁴⁹ La plupart du temps il est *Quartiermeister* au quartier général (« I b »), donc responsable de l'intendance, du ravitaillement ainsi que des prisonniers.⁵⁰ Vu certains lieux d'action comme la Lettonie, la Biélorussie, la Croatie, puis de nouveau la Lettonie (« *Ostland* »), il est clair que pendant ces années il se trouve très, très près des crimes de masse. Il est donc pratiquement impossible qu'il n'en ait rien su et aussi improbable qu'il y ait pas participé, au moins de manière indirecte.⁵¹ Évidemment, il n'en en jamais parlé. (Tout au plus mentionnait-il au sein de la famille la Bataille de Berlin.) Mais il n'a jamais non plus fait l'objet

48. Ainsi il fonda une maison pour les Jeunesses hitlériennes du nom de « *General-Litzmann-Heim* » sur le terrain de son entreprise. Cf. le reportage dans le *Völkischer Beobachter* du 26 juin 1937 ainsi que la lettre de remerciement de Baldur von Schirach à Krukenberg du 8 janvier 1937 (Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde, dossier SS de G. Krukenberg).

49. Les affectations militaires de Krukenberg peuvent être reconstituées à partir de son dossier SS ainsi que de ses archives (ArchK).

50. Sur leur traitement inhumain, cf. Christian Streit, *Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen 1941–1945*, Bonn, Dietz, 1997. Concernant le principal supérieur de Krukenberg, le Général Eduard Wagner (1894–1944), qui joua un rôle central dans la politique d'exploitation et d'affamation de la population soviétique, mais participa plus tard à la tentative d'attentat contre Hitler, cf. Christian Gerlach, « Militärische "Versorgungszwänge", Besatzungspolitik und Massenverbrechen. Die Rolle des Generalquartiermeisters des Heeres und seiner Dienststellen im Krieg gegen die Sowjetunion », in : Norbert Frei/Sybille Steinbacher/Bernd C. Wagner (éds), *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit. Neue Studien zur nationalsozialistischen Lagerpolitik*, Munich, Oldenbourg, 2000, p. 175-208.

51. Pour vérifier cela de manière précise il faudrait mener des recherches ciblées dans les archives d'Europe de l'Est, ce que je n'ai pas encore pu faire. Pour la Biélorussie, cf. Christian Gerlach, *Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weißrußland 1941 bis 1944*, Hambourg, Hamburger Edition, 1999 (Krukenberg est mentionné de façon marginale aux p. 160, 316, 370) ; pour la Lituanie : Sven Jungerkes, *Deutsche Besatzungsverwaltung in Lettland 1941–1945*, Constance, UVK, 2010 (aucune mention de Krukenberg). Concernant la Croatie, ou Krukenberg se trouve engagé pendant six mois en 1944, cf. Holm Sundhussen, « Zur Geschichte der Waffen-SS in Kroatien 1941-1945 », in : *Südstofforschungen*, 30 (1971), p. 176-196 ; Thomas Casagrande, *Die volksdeutsche SS-Division « Prinz Eugen » : Die Banater Schwaben und die nationalsozialistischen Kriegsverbrechen*, Francfort sur le Main, Campus, 2003 (aucune mention de Krukenberg).

d'enquêtes judiciaires – sa carte personnelle au *Centre d'investigation des crimes nazis* de Ludwigsbourg est vierge.⁵²

Ce n'est que vers la fin de la guerre que Krukenberg fait de nouveau un saut de carrière décisif : après avoir été transféré, à sa propre demande, de la *Wehrmacht* à la *Waffen-SS* en 1943, se présente enfin la possibilité de devenir Général.⁵³ En septembre 1944 il est promu « *Brigadeführer* » et en même temps « inspecteur » de la nouvelle division-SS composée de Français, la fameuse « *Division Charlemagne* ».



Lieutenant-colonel Krukenberg (à dr.) avec le général Günther Niederführ à Borissow, 1943 (coll. privée).

La – brève – histoire de cette unité est jusqu'à présent peu analysée, la plupart des livres publiés étant apologétiques.⁵⁴ Dans notre contexte c'est surtout le geste « européen », tel qu'il apparaît déjà dans le nom choisi, qui nous intéresse. En effet, la propagande allemande en France à très tôt utilisée la thématique « européenne »

52. Je remercie Michael Wildt pour la vérification aux archives de la « *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen* » à Ludwigsbourg. Les archives de l'ancienne police secrète de RDA (« *Stasi* ») ne contiennent également aucun document à charge contre Krukenberg ; cf. le rapport du « *Comité des résistants antifascistes de RDA* » du 14 avril 1977 ; archives du « *Bundesbeauftragter für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen DDR* », AB 1485.

53. Sur cette troupe que le Tribunal militaire de Nuremberg qualifia d'« organisation criminelle » – tandis que les concernés se voyaient comme une troupe d'élite et se comparaient aux « marines » américains –, cf. Bernd Wegner, *Hitlers politische Soldaten. Die Waffen-SS 1933–1945*, 5^e éd. élargie, Paderborn, Schöningh, 1997 ; René Rohrkamp, « *Weltanschaulich gefestigte Kämpfer* ». *Die Soldaten der Waffen-SS 1933–1945. Organisation – Personal – Sozialstrukturen*, Paderborn, Schöningh, 2010, ainsi que la remarquable synthèse de Jean-Luc Lelevy : *La Waffen-SS. Soldats politiques en guerre*, Paris, Fayard, 2007.

54. La trilogie de Jean Mabire, parue en son temps chez Fayard, relève plutôt du roman de gare (hagiographique) : *La Brigade Frankreich : la tragique aventure des SS français*, 1973 ; *La Division Charlemagne. Les combats des SS français en Poméranie*, 1974 ; *Mourir à Berlin. Les SS français, derniers défenseurs du bunker d'Adolf Hitler*, 1975. La même chose peut être dite des autobiographies d'ancien « volontaires » ou autres SS, que Philippe Carrard a maintenant magistralement « déconstruit » : « *Nous avons combattu pour Hitler* », Paris, A. Colin, 2011. On y trouvera aussi un commentaire critique des nombreuses publications d'historiens militaires anglo-saxons, toujours fascinés par le phénomène « SS », comme p.ex. Robert Forbes, *For Europe. The French Volunteers of the Waffen-SS*, Solihull, Helion, 2006. Heureusement qu'il existe aussi quelques études plus sobres et objectives : Albert Merglen, « *Soldats français sous uniformes allemands 1941–1945* : LVF et « *Waffen-SS* » français », in : *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, 27 (1977), n° 108, p. 71-84 ; Henry Rouso, *Pétain et la fin de la collaboration. Sigmaringen 1944-1945*, Bruxelles, Complexe, 1984 (rééd. 2012), surtout p. 201 suiv. ; Pierre Giolitto, *Volontaires français sous l'uniforme allemand*, Paris, Plon, 2007, p. 259 suiv.

pour présenter la guerre à l'Est comme une « croisade contre le bolchévisme ». ⁵⁵ Et surtout après Stalingrad on ne se bat plus seulement pour le « *Großgermanisches Reich* », mais pour la « *Festung Europa* », la forteresse européenne, face à l'Asie, comme le proclamait Himmler dans son discours de Charkow en mars 1943. ⁵⁶ L'Europe devient un *Ersatz* et un emblème pour une communauté des peuples dont les nazis avaient par ailleurs nié l'existence. ⁵⁷ Franz Alfred Six, un des principaux idéologues du *Reichssicherheitshauptamt*, a écrit le livre correspondant à cette tâche dans lequel il déclare : « Avec la lutte défensive contre le pouvoir bolchévique nous surmontons en même temps l'époque des guerres intestines européennes, et la phase des guerres d'unification européennes arrive à sa fin. Les peuples européens, anciennement ennemis, se retrouvent dans le combat contre la menace commune venue de l'Est. Les proclamations des dirigeants politiques des différentes nations au moment des cérémonies d'adieu pour leurs légions de volontaires sont autant de proclamations de la nouvelle Europe. » ⁵⁸ Bientôt, « l'unité de l'Europe » deviendrait un « nouveau mythe politique », et « des tombes et batailles de l'Est » émergerait un « nouveau type d'homme », le « combattant pour la liberté européenne ». ⁵⁹

Voilà un mythe en effet. Dès la mise en place de la « Charlemagne » au camp de Wildflecken en Franconie bavaroise l'ambiguïté est évidente, même si on essaye de la cacher. Car il s'agit d'amalgamer dans cette nouvelle unité des soldats d'horizons et de motivations très diverses ⁶⁰ : d'abord les anciens de la « LVF », la « *Légion des volontaires français contre le bolchévisme* », qui ont combattu depuis 1941 dans le cadre de l'armée allemande ⁶¹ ; ensuite les anciens volontaires de la « *Sturmbrigade Frankreich* » qui se sont engagés depuis 1943 dans les Waffen-SS ⁶² ; et enfin, des anciens de la « milice » qui après la fuite du gouvernement de Vichy à Sigmaringen

55. Cf. Bernard Bruneteau, « L'Europe nouvelle » de Hitler, une illusion des intellectuels de Vichy, Monaco, Du Rocher, 2003 ; Julien Prévotaux, *Un Européisme nazi. Le Groupe Collaboration et l'idéologie européenne dans la Seconde Guerre Mondiale*, Paris, F.X. de Guibert, 2010 ; Robert Grunert, *Der Europagedanke westeuropäischer faschistischer Bewegungen 1940-1945*, Paderborn, Schöningh, 2012.

56. De ce discours il existe un enregistrement facilement accessible sur internet : <http://www.youtube.com/watch?v=AGMQ02TYWZ0>.

57. Cf. Otto Gerhard Oexle, « Leitbegriffe – Deutungsmuster – Paradigmenkämpfe. Über Vorstellungen vom "Neuen Europa" in Deutschland 1944 », in : Hartmut Lehmann/Otto Gerhard Oexle (éds), *Nationalsozialismus in den Kulturwissenschaften*, t. 2, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2004, p. 13-40.

58. Franz Alfred Six, *Europa. Tradition und Zukunft*, Hambourg, Hanseatische Verlagsanstalt, 1944, p. 115 suiv. Un chapitre fut traduit en français : *Les Guerres intestines en Europe et la guerre d'union du présent*, Paris, 1944. Sur ce pseudo-intellectuel SS assez typique, cf. Lutz Hachmeister, *Der Gegnerforscher. Die Karriere des SS-Führers Franz Alfred Six*, Munich, Beck, 1998, ainsi que Christian Ingrao : *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010, *passim*.

59. F.A. Six, *Europa*, *op. cit.*, p. 117. Concernant l'Europe en tant qu'alliance des peuples », cf. également le pamphlet du successeur de Krukenberg à la tête du Comité Mayrisch en 1930, Max Clauss (1901-1988) : *Tatsache Europa*, Prague, Volk & Reich, 1943. Sur l'invitation du « Groupe Collaboration » Clauss vint même en parler à Paris ; cf. sa brochure, préfacée par son ancien collègue du Comité Mayrisch, Régis de Vibraye, *Le Fait continental*, Paris, Éd. de France, 1941. Ajoutons que Clauss et Six étaient tous les deux des élèves d'Arnold Bergsträsser à Heidelberg, lui aussi membre du Comité Mayrisch (cf. ci-dessus note 30).

60. Une première liste a été établie par un historien amateur : Grégory Bouysse, *Waffen-SS Français*, 2 vol., s.l. s.d. (2012). Mais une vraie étude prosopographique de ces soldats et officiers, parmi lesquels il y avait aussi quelques allemands – outre Krukenberg, nommons Hans Robert Jauss (1921–1997), qui devint dans les années 1960 le fondateur de l'« esthétique de la réception » et dont de nombreux livres furent traduits dans toutes les langues, ou le journaliste et homme politique d'extrême droite Franz Schönhuber (1923–2005) –, serait hautement souhaitable. Pour une esquisse générale d'un tel projet, cf. B. Wegner, *Hitlers politische Soldaten*, *op. cit.*, p. 207 suiv.

61. Cf. P. Giolitto, *Volontaires*, *op. cit.*, p. 7 suiv.

62. Cf. *ibid.*, p. 389 suiv. Le gouvernement de Vichy légalisa le recrutement de citoyens français en uniforme allemand par la loi du 22 juillet 1943. De manière significative, le journal de la « Sturmbrigade Frankreich »

veulent également se battre.⁶³ D'où toutes sortes de conflits et de rivalités entre Français, ainsi qu'une question très délicate, si on peut dire, à savoir si la nouvelle unité ne doit pas éventuellement être envoyée sur le front des Vosges. Mais Krukenberg refuse cette option de manière catégorique – et Himmler lui donne raison –, malgré la haine de certains officiers français qui veulent en découdre avec les gaullistes et les FFI.⁶⁴



Janvier 1945, au camp d'entraînement des Waffen-SS à Wildflecken : Obersturmbannführer Léon Degrelle (centre) et Brigadeführer Krukenberg (à dr.) (coll. privée).

Comme l'on sait, cette folie n'a plus duré que quelques mois. La « Charlemagne » est presque entièrement anéantie en Poméranie, son commandant français tué. Aux survivants, Krukenberg laisse le choix d'arrêter le combat et d'essayer de passer à l'Ouest. Lui-même, avec environ 90 hommes, rejoint Berlin pour y prendre le commandement des restes de la division-SS « Nordland ». Et c'est ainsi que quelques Français défendront ensemble avec quelques Danois, quelques Néerlandais et d'autres non-Allemands le centre de la ville assiégée.⁶⁵

3^e constellation : l'après-guerre

Ce n'est qu'en 1956, donc très tard, que Krukenberg revient de captivité.⁶⁶ Il est obligé de constater alors que ni l'Allemagne ni l'Europe n'ont disparu. Au contraire : avec la CED, la CEE etc., l'unification du continent est en marche. Bien qu'il ait déjà l'âge de la retraite et jusqu'à la reconnaissance de ses droits – mais les anciens de la Waffen-SS seront-ils traités comme les soldats de la *Wehrmacht* ? –, il se trouve dans une situation précaire. De vieux camarades l'ont-ils aidé ? Ou plutôt ses nouveaux amis dans les milieux politiques et dans le clergé (puisque comme de nombreux « anciens » il s'est converti au catholicisme) ? Je l'ignore. En tout cas, il devient rédacteur au « *Stifterverband für die deutsche Wissenschaft* » – la plus grande fondation de l'industrie allemande pour la science⁶⁷ – et en même temps un conférencier assidu, parcourant toute la RFA, pour évoquer devant diverses associations ou dans le cadre de l'éducation populaire (les « *Volkshochschulen* ») ses sujets préférés : l'Europe et la réconciliation franco-allemande.⁶⁸ Il s'engage également, depuis son retour, dans le

s'appelait *Le Combattant européen*, son rédacteur était le journaliste Marc Augier (1908-1990) qui écrira après la guerre plusieurs livres romancés sur les « aventures » des volontaires français.

63. H. Rouso, *Pétain*, op. cit., p. 201 suiv.

64. Gustav Krukenberg, *Aufgaben des Inspektors der 33. Pz. Gren. Div. der W-SS „Charlemagne“*, 1944/45, tapuscrit d'octobre 1958 (ArchK).

65. *Ibid.*

66. Certificat de mise en liberté du 26 avril 1956 (ArchK). En novembre 1947 Krukenberg fut condamné par un tribunal militaire soviétique à 25 ans de travaux forcés pour avoir « nuit à l'Armée Rouge ». Jusqu'en 1950 il était détenu dans une prison soviétique à Bautzen dans une cellule d'isolement, puis dans une prison de RDA à Brandebourg, depuis 1952 en cellule commune (Bundesarchiv Dahlwitz-Hoppegarten, StVE K227, A 4, fol. 1003 suiv, 1014 suiv.).

67. Cf. Winfried Schulze, *Der Stifterverband für die Deutsche Wissenschaft 1920-1995*, Berlin, Akademie, 1995.

68. Voici quelques uns des titres de ces conférences : 1959 : « Europäische Zusammenschlüsse », « Die Notwendigkeit, die „Freie Welt“ auch ideologisch zu verteidigen », « Psychologische Probleme der europäischen Zusammenarbeit » ; 1960 : « Europa – menschlich-pädagogisches Problem », « Europa – Institutionen oder Menschen? » ; 1962 : « Die europäische Zusammenarbeit als menschlich-pädagogisches

cadre du « *Verband der Heimkehrer* » (VdH) – l'équivalent de la *Fédération nationale des anciens combattants et prisonniers de guerre* (FNCPG) –, qui compte plusieurs centaines de milliers de membres et possède son propre journal bimensuel : *Der Heimkehrer*.⁶⁹ Bientôt il sera un membre influent de son « présidium ».

Sur une bonne vingtaine d'années, Krukenberg a conservé dans ses archives toutes ses publications ainsi que la plupart des manuscrits de ses conférences publiques ce qui donne une idée à la fois de sa conception du monde et de sa vision de l'Europe. En fait, il défend tout à fait la ligne d'Adenauer : « réconciliation franco-allemande comme noyau d'un ordre de paix européen », « reconstitution de l'unité européenne et en même temps de l'unité allemande dans la paix et la liberté », etc. Le tout basé sur une conception chrétienne de l'histoire – masquant entièrement les années 33-45 et se réclamant à la place de la grande culture occidentale (*Abendland*) et des efforts positifs des années 1920.

De même, les anciens combattants allemands du VdH, outre la défense des intérêts sociaux des anciens prisonniers, mutilés de guerre etc., mènent une politique pro-européenne, qui est à la fois une politique de paix et une « *Vergangenheitspolitik* », une « politique du passé » au sens de Norbert Frei⁷⁰ : paix, réconciliation, lutte commune de l'Europe contre le communisme. Avec, bien entendu, une contrepartie : amnistie générale, prescription, et fin la « chasse aux nazis ». ⁷¹ Il faut tirer un trait sur le passé, tous les anciens soldats et prisonniers sont aujourd'hui « camarades » – Waffen-SS inclus. Bien que le VdH, sur ce dernier point, soit plus discret, notamment à la différence de la HIAG, la « *Hilfsgemeinschaft auf Gegenseitigkeit der Angehörigen der ehemaligen Waffen-SS* »⁷², les anciens Waffen-SS ne sont à aucun moment marginalisés par les anciens combattants allemands, au contraire : ils sont présentés, comme cela avait déjà été le cas au moment des procès de Nuremberg de la part d'anciens généraux SS, comme « une partie intégrale » de la *Wehrmacht*. (Ce qui historiquement est loin d'être exact.)⁷³ Mais une présentation différente aurait été impossible, puisque pratiquement tous les dirigeants du VdH étaient des anciens membres du NSDAP et des SS. Deux exemples évidents : Ernst Günter Schenk, ancien

Problem » ; « Europa und die atlantische Partnerschaft » ; 1963 : « Frankreich – England und die EWG » ; « Kulturelle Außenpolitik » ; 1964 : « Europas Weg zur Einigung und zur atlantischen Partnerschaft » ; « Wie sieht die Welt die Deutschen ? » ; 1965 : « Deutschland zwischen Ost und West – 1918 - 1965, Erlebte Geschichte » ; 1966 : « Der deutsch-französische Gegensatz in der Vergangenheit » ; 1967 : « Emile Mayrisch, der erste praktische Europäer », « Kulturaustausch als Mittel der Völkerverständigung » ; 1968 : « Europäisches Gedankengut bedeutender Denker und Politik » ; 1973 : « Europa – die neue alte Welt » ; 1976 : « Zurückliegende Gegensätze, historische Wende – der Elysée-Vertrag und das deutsch-französische Jugendwerk ».

69. Le journal *Der Heimkehrer* paraissait tout les quinze jours et parvint parfois à atteindre un tirage de 250 000 exemplaires. Sur l'histoire du *Verband der Heimkehrer* (VdH) et les anciens prisonniers de guerre en Allemagne, cf. Frank Biess, *Homecomings: Returning POWs and the Legacies of Defeat in Postwar Germany*, Princeton NJ, Princeton University Press, 2006 ; Birgit Schwelling, *Heimkehr – Erinnerung – Integration. Der Verband der Heimkehrer, die ehemaligen Kriegsgefangenen und die westdeutsche Nachkriegsgesellschaft*, Paderborn, Schöningh, 2010 ; Christiane Wienand, *Performing Memory. Returned German Prisoners of War in Divided and Reunited Germany*, thèse inédite, University College London, 2010.

70. Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, Munich, Beck, 1996.

71. VdH, « Mehlemer Programm » (1955), *Der Heimkehrer*, 25-10-1956 ; cf. aussi Schwelling, *Heimkehr*, op. cit., p. 39 suiv.

72. Cf. Karsten Wilke, *Die « Hilfsgemeinschaft auf Gegenseitigkeit » (HIAG) 1950–1990. Veteranen der Waffen-SS in der Bundesrepublik*, Paderborn, Schöningh, 2011 (sur l'Occident et la rhétorique euroéenne p. 38, 210, etc.).

73. Cf. ci-dessus note 53.

« inspecteur à la nourriture » des Waffen-SS (on le verra incarné en 2004 dans le film « La Chute »)⁷⁴, et Gustav Krukenberg.⁷⁵ C'est bien pour cela que le VdH réclame à toutes les occasions de mettre sur un plan d'égalité les Waffen-SS et la *Wehrmacht*, notamment pour ce qui concerne les retraites.⁷⁶

Bien que Krukenberg, à ma connaissance, n'ait jamais appartenu à un parti d'extrême droite – comme certains autres généraux – et qu'il ait plutôt appartenu, je pense, à la CDU (mais c'est difficile à prouver⁷⁷), et bien qu'il se soit toujours exprimé de façon très modérée, il n'a jamais totalement rompu (ou pu rompre ?) avec sa biographie. Ainsi il ne parle et n'écrit pas seulement sur l'unification européenne – du passé au présent –, mais aussi de temps en temps de la fin de la guerre et du « combat pour Berlin ».⁷⁸ Il prend alors grand soin de présenter la défense sans espoir de la ville assiégée, et donc sa destruction, comme un évènement de guerre quasi normal, alors que l'armée aurait bien entendu pu capituler beaucoup plus tôt et sauver la vie à des milliers de soldats et de civils. Mais dans le contexte du *Zeitgeist* anticommuniste ce combat contre l'Armée Rouge, visiblement, ne paraît ni surprenant ni scandaleux. Au contraire : la *Westintegration*, l'intégration occidentale de l'Allemagne, l'affiliation à l'OTAN, le réarmement, etc., donc les pierres angulaires de la politique de la RFA, sont dirigées contre le même vieil ennemi, et « l'Europe » redevient le mot-clé qui permet de connecter l'après et l'avant '45. À chaque fois, en effet, que dans ses conférences Krukenberg met en rapport l'action du Comité Mayrisch, la Communauté du charbon et de l'acier et enfin la Communauté Économique Européenne, il souligne la permanence du danger communiste et conjure la capacité de défense de l'occident. Du nazisme, par contre, il n'est pratiquement jamais question ; tout au plus figure-t-il comme un exemple de « radicalisme » ou de « totalitarisme » contre lequel la « démocratie militante » (*wehrhafte Demokratie*) doit justement se défendre.⁷⁹ Nulle

74. Sur Schenck cf. Gine Elsner, *Heilkräuter, « Volksernährung », Menschenversuche. Ernst Günther Schenk (1904-1998) : Eine deutsche Arztkarriere*, Hambourg, VSA, 2010 ; Christoph Kopke, *Die « politisch denkende Gesundheitsführung ». Ernst Günther Schenck (1904-1998) und der Nationalsozialismus*, thèse, Université Libre de Berlin, 2008. Apparemment, Schenck et Krukenberg s'entendaient parfaitement. Voici en tout cas la dédicace que Schenk écrit dans son livre autobiographique *Ich sah Berlin sterben. Als Arzt in der Reichskanzlei*, Herford, Nicolai, 1970 : « Au Dr G. Krukenberg/de sentiments communs /pendant la guerre,/ la captivité /et après le retour » (ArchK).

75. En 1966 Schenck reçut le « Prix Friedland » du VdH, tandis que Krukenberg était nommé en 1972 membre d'honneur. En 1978 il recevra en outre la « Grande médaille européenne » du VdH avec l'inscription : « Europa ruft ! », l'Europe nous appelle... (ArchK). La dernière personne à se la voir attribuer avant l'autodissolution du VdH fut la chancelière Angela Merkel en 2008.

76. *Der Heimkehrer*, 10 janvier 1957, cité dans : *Der Freiwillige*, 2 (1957), n° 2, p. 9. Étant donné que du point de vue administratif, le personnel de l'armée (*Wehrmacht*) et de la *Waffen-SS* étaient totalement séparés, il y eut inévitablement conflit après la guerre pour reconstituer la « carrière » militaire de ses membres, ce qui était essentiel pour le calcul des retraites. Aussi Krukenberg, qui avait quitté la *Wehrmacht* en 1943 avec le rang de lieutenant colonel, dut-il combattre ferme avant de toucher sa retraite de « Generalmajor » (général de brigade).

77. Une demande de renseignement de l'auteur auprès de la direction fédérale du CDU resta sans réponse. Sans doute, Krukenberg avait-il également de bons rapports avec certains membres du parti libéral FDP comme p.ex. Ernst Achenbach (chef du département politique de l'ambassade nazie à Paris et à ce titre responsable de la déportation des juifs), mais son idéologie chrétienne-européenne dut lui rendre plus sympathique le parti d'Adenauer.

78. Cf. Gustav Krukenberg, « *Kampftage in Berlin, 24.4.- 2.5.1945* », 48 pages, daté « début 1964 » (ArchK). Malgré les encouragements de son cousin, l'historien Werner Conze, et la demande explicite du professeur Hans Rothfels, au nom des *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Krukenberg ne put jamais se résoudre à écrire des mémoires.

79. Sur ce concept, le refoulement de l'histoire nazie, la continuité du personnel dans les services publics et les déficits démocratiques dans les années 50-60, cf. Dominik Rigoll, *Staatsschutz in Westdeutschland. Von der Entnazifizierung zur Extremistenabwehr*, Göttingen, Wallstein, 2013.

part dans ses papiers, Krukenberg ne mentionne l'assassinat des juifs d'Europe. Jamais il ne lui arrive d'envisager – du moins sous une forme écrite ou transmissible – de s'être terriblement fourvoyé dans sa vie, notamment par rapport à ses frères, qui tous les deux n'étaient pas nazis⁸⁰, ou par rapport à d'autres hommes du même milieu socioculturel qui à un moment ou un autre de la guerre se sont rendu compte d'avoir participé à une politique criminelle.⁸¹

Mais des papiers de Krukenberg il découle encore une autre facette : il s'avère, en effet, qu'à son retour de captivité il a non seulement renoué très rapidement de nouveaux contacts dans sa ville natale, entre-temps devenue capitale de la RFA, mais aussi rétabli de vieux contacts qui remontent à avant '45. Très vite il aura de nouveau une correspondance régulière, bien qu'assez formelle, avec divers hommes politiques (Papen, Schacht, Coudenhove-Kalergi), avec certains généraux de la *Wehrmacht* et de la *Bundeswehr* (notamment Hans Speidel) ou avec des institutions dont les activités l'intéressaient plus particulièrement : cela vaut pour les anciens combattants bien sûr, mais aussi pour la grande enquête scientifique sur les prisonniers de guerre allemands menée pour le compte du gouvernement par l'historien Erich Maschke⁸² ou bien pour les activités des diverses associations franco-allemandes.⁸³ Mais en parallèle, et cela étonne quand même un peu, Krukenberg a accepté ou établi une correspondance régulière avec d'anciens collaborateurs nazis comme le comte néerlandais d'Ansembourg⁸⁴ et surtout avec les anciens membres de la « Division Charlemagne ». D'après mes dépouillements, la correspondance la plus suivie est celle avec l'ancien *Hauptsturmführer* Fenet (38 lettres), le *Rottenführer* Soulat (34 lettres) et le *Obersturmbannführer* Raybaud (24 lettres).⁸⁵ Vis-à-vis de ses camarades qui manifestement l'admirent – de nombreuses lettres commencent par la formule obséquieuse et aujourd'hui choquante : « Brigadeführer! » – Krukenberg ne fait montre d'aucune distance, voire de critique par rapport à la guerre et au nazisme. Même s'il refuse

80. Ernst Krukenberg (1889–1972, Dr med.) était médecin généraliste et vivait à Rinteln sur la Weser ; en 1945 il sauva avec quelques autres citoyens la ville de la destruction. Voir <<http://www.rinteln.de/dr-med-ernst-krukenberg/>>. Werner Krukenberg (1895–1945, Prof. Dr phil.) était pédagogue et ancien directeur de l'École normale d'instituteurs à Stettin, puis de l'École municipale du soir à Leipzig. Congédié en 1933, il fit des études de théologie protestante et devint directeur du service d'aide sociale protestante à Düsseldorf. Il fut tué durant les derniers jours de la guerre. Cf. Elisabeth Siegel, « Werner Krukenberg », in : *Die Sammlung*, 3 (1948), n° 6, p. 764-768.

81. Cf. Gerd R. Ueberschär (éd.), *NS-Verbrechen und der militärische Widerstand gegen Hitler*, Darmstadt, Primus, 2000.

82. Cf. le rapport final de Erich Maschke : *Zur Geschichte der deutschen Kriegsgefangenen des Zweiten Weltkrieges*, t. 15, Munich, Gieseking, 1974. Il est intéressant que cette enquête provoque un conflit entre historiens professionnels et VdH car aux yeux des anciens prisonniers on ne donnait pas assez de poids aux « témoignages personnels ». Cf. B. Schwelling, *Heimkehr*, op. cit., p. 166 suiv. ; Robert G. Moeller, *War Stories. The Search for a Usable Past in the Federal Republic of Germany*, Berkeley CA, University of California Press, 2001, p. 177 suiv. Face à cette controverse, Krukenberg se souvient de son expérience au *Reichsarchiv* en 1918/19 et rédige un article de soutien aux historiens (!) face aux anciens combattants qui est refusé par la rédaction du *Heimkehrer* (note du 10 octobre 1963 ; ArchK).

83. Il était membre de plusieurs associations franco-allemandes et préside le directoire qui regroupe toutes les associations franco-allemandes de 1971 à 1977. Sur ces réseaux cf. Beate Gödde-Baummanns, « Bürgerschaftliche Basis der Annäherung: Die Deutsch-Französischen Gesellschaften, Einblicke in die Praxis », in : Corine Defrance/Michael Kißener/Pia Nordholm (éds), *Wege der Verständigung zwischen Deutschen und Franzosen nach 1945*, Tübingen, Narr, 2010, p. 137-157.

84. Cf. Gerhard Hirschfeld, *Fremdherrschaft und Kollaboration. Die Niederlande unter deutscher Besatzung 1940–1945*, Stuttgart, DVA, 1984, p. 167 et 276.

85. ArchK. Il correspondait également de manière régulière avec l'ancien *Standartenführer* Zimmermann (1897-1995) qui avait pris le commandement des restes de la « Charlemagne » quand Krukenberg devint le chef de la « Division Nordland ».

d'en parler publiquement et de participer à des manifestations trop visibles⁸⁶, il ne cesse de conjurer dans sa correspondance une continuité historique entre les combats d'hier et les combats d'aujourd'hui. Dans une lettre de 1974 nous lisons par exemple : « L'Europe ne peut être construite qu'à partir de la base. Nous avons été parmi les premiers à le reconnaître et agir dans ce sens ! »⁸⁷



L'ambassadeur de France à Bonn, François Seydoux, s'entretenant avec Krukenberg, le secrétaire général des anciens combattants allemands, Kiessling, et le vice-président de la Fédération des anciens combattants français, Moreau, 1969 (de g. à dr.) (coll. privée).

Qu'une telle conscience de continuité « européenne » soit assez répandue chez les anciens collaborateurs n'est pas une nouveauté.⁸⁸ Mais ce qui surprend chez Krukenberg est cette attitude, qui nous paraît aujourd'hui schizophrène, de vouloir honorer deux engagements à la fois, en participant d'une part à la vie démocratique de la RFA (et en s'abstenant de tout engagement d'extrême droite)⁸⁹ et en faisant partie d'autre part, quasi secrètement, d'un réseau d'anciens collaborateurs français qui en général continuent à appartenir à l'extrême droite et de nier la Shoah.⁹⁰

86. Ainsi p. ex., en 1975, il ne donnera pas suite à l'invitation de participer à la messe célébrée à la mémoire de Darnand en l'église Notre-Dame de Lorette à Paris.

87. Lettre de Krukenberg à Henri Fenet, 21 octobre 1974 (ArchK). Déjà en 1959 il avait répondu à la question d'un ancien soldat de la « Charlemagne » quant à la possibilité d'ériger un monument à la mémoire des camarades tués, que l'on pouvait « dire en toute bonne confiance qu'ils étaient morts pour défendre l'idée européenne face à l'impérialisme communiste dont le danger est aujourd'hui partout dans le monde ». C'est pourquoi il voulait s'adresser au Père Pire (Prix Nobel de la paix en 1959) « que je connais bien » (lettre du 31 juillet 1959, ArchK).

88. Cf. Fritz Taubert, « La mémoire d'une autre réconciliation : le récit des anciens collaborationnistes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », in : *Cahiers d'histoire*, n° 100 (2007), p. 51-65.

89. Apparemment Krukenberg n'a jamais appartenu à la HIAG, même si il eut des contacts épistolaires et lisait son journal *Der Freiwillige*. En 1976 il prit part à un meeting d'anciens soldats de la « Division Horst Wessel » et de la « Charlemagne » à Wurtzbourg (*Deutsche Volkszeitung*, 30 septembre 1976). Dans une lettre à l'auteur du 22 novembre 1976 il souligna cependant n'avoir jamais été membre de ces associations d'anciens camarades.

90. Ceci vaut notamment pour Henri Fenet (1919-2002) qui fut condamné pour négationnisme (information communiquée par Henry Roussio). Tandis que les anciens SS français pendant longtemps n'eurent aucune possibilité d'action légale et publique, il existe depuis 2009 un « Cercle des descendants et amis des vétérans français du front de l'Est (1941-1945) » avec son site internet : <<http://www.cdvfe-divisioncharlemagne.com>>.

Avec ces hommes-là, qui étaient en train de créer leur propre mythologie de la « Charlemagne »⁹¹, Krukenberg se retrouve à de nombreuses reprises, accepte de les rencontrer en Allemagne comme en France, jusqu'au jour où peu avant sa mort arrive le grand *clash* : au début de l'année 1978, en effet, des membres de l'*Association des anciens prisonniers de guerre* (ACPG) ont eu vent de la présence de Krukenberg à un banquet d'anciens Waffen-SS français à Menton et alertent l'opinion publique.⁹² Dans cette situation, le VdH allemand est lui-même sous la critique, car tout son discours de réconciliation semble mis en cause. Comment réagir ? Eh bien, comme c'est l'habitude à l'époque : en contre-attaquant. Toute cette histoire ne serait qu'un « feu de travers » communiste ! (« *Störfeuer von der Seine* »).⁹³ Aussi, les anciens combattants allemands ne doivent se laisser irriter par de tels « articles haineux » qui « visiblement ne devaient servir qu'à ouvrir les portes du Parlement européen aux eurocommunistes » en diffamant « l'amitié franco-allemande » : « Notre Europe sera différente – non pas une Europe d'avant-hier ou d'hier, non pas une Europe de ressentiments manipulables, non pas une Europe des vainqueurs et des vaincus de 1945. » Mais au contraire « une Europe de ceux qui connaissent la valeur de la liberté mieux que quiconque », c'est-à-dire de *tous* les anciens prisonniers, toutes unités confondues.

Durant cette controverse, Krukenberg reste totalement muet, mais développe une correspondance agitée.⁹⁴ Et lorsque peu après l'« Association Robert Schuman "Pour l'Europe" », donc une association française, propose de lui décerner un grand prix européen de la Fondation Toepfer⁹⁵ – la « Médaille Robert Schuman » –, il demande immédiatement d'y renoncer afin de ne pas éveiller l'attention publique.⁹⁶ Quelques

91. Un indice particulièrement frappant de cette mystification est le blason pseudo-médiéval de la division que l'on trouve aujourd'hui un peu partout, et notamment sur internet. En fait, il s'agit d'une invention d'après guerre, dessinée en 1967 par un ancien de la division, Jean-Pierre Lefèvre, vendu au prix de 5 NF au profit de la « caisse d'entraide » des vétérans. Pour le prix de 3 NF on pouvait aussi acquérir une copie de l'insigne bleu-blanc-rouge que les SS français avaient effectivement porté durant la guerre (lettre ronéotée de Jean-Pierre Lefèvre, 24 septembre 1967 ; ArchK).

92. Cette information fut diffusée pour la première fois lors du congrès de « Association des anciens prisonniers de guerre » (ACPG) qui se tint à Paris les 15 et 16 avril 1978. Sur l'histoire conflictuelle des rassemblements des anciens soldats français par rapport à l'Allemagne cf. François Cochet, « Le rôle des anciens prisonniers et des anciens déportés français dans le rapprochement franco-allemand (1945-1965) », in : Antoine Fleury/Robert Frank (éds), *Le Rôle des guerres dans la mémoire des Européens*, Berne, Lang, 1997, p. 123-135 ; Andreas Roessner, « Les anciens combattants et le rapprochement franco-allemand jusque dans les années 1960 », in : Defrance/Kißener/Nordblom, *Wege, op. cit.*, p. 73-88.

93. « Störfeuer von der Seine », in : *Der Heimkehrer*, 15 juin 1978. Les citations suivantes proviennent de cet article.

94. Sur une des lettres concernant le banquet incriminé, Krukenberg note qu'il s'agissait tout au plus « d'un déjeuner dans un restaurant publique » sur « l'invitation privée d'un docteur de Grasse et de son épouse » auquel avaient participé « 6 à 7 personnes au total » (ArchK).

95. Depuis les années 1930, la fondation de l'homme d'affaires Alfred Toepfer a accordé de très nombreux prix et bourses d'études destinées à l'origine à récompenser des artistes ou savants nationalistes-allemands ou germanophiles (pour les étrangers). Après 1945, l'orientation se déplace et devient pro-européenne, tout en restant conservatrice et en brouillant longtemps les traces de son engagement nazi. Cf. Jan Zimmermann, *Die Kulturpreise der Stiftung F.V.S. [= Freiherr vom Stein] 1935–1945. Darstellung und Dokumentation*, éd. par la Alfred Toepfer Stiftung F.V.S., Hambourg, Christians, 2000 ; Michael Fahlbusch, « Schweizerkreuz und Hakenkreuz. Das Stiftungsvermächtnis der Gebrüder Toepfer in der Schweiz », 31 janvier 2012, online : <http://www.lisa.gerda-henkel-stiftung.de/content.php?nav_id=3078>. La lettre de condoléance de Toepfer à la seconde épouse de Krukenberg révèle que les deux hommes avaient été en contact depuis longtemps : « J'ai été heureux », écrit Toepfer le 6 novembre 1980, « d'avoir pu redonner au Dr Krukenberg du courage pour faire face à la vie et retrouver une nouvelle santé après sa libération de prison en RDA en l'invitant longuement dans la lande de Lunebourg » (ArchK).

96. Lettre de Krukenberg au président de l'*Association Robert Schuman* « Pour l'Europe », Joseph Schaff, du 10 octobre 1979 (ArchK). À la place de Krukenberg, cette médaille portant l'inscription « Amicitia Gallia

mois plus tard il meurt, frappé d'une étrange peur de persécution. En tant que petit-fils j'en étais témoin.

Conclusion

Ainsi, à partir de l'exemple de Gustav Krukenberg on peut observer trois variantes de « collaboration » franco-allemande. L'une d'elles a longtemps été refoulée et même tue. Pourquoi ? La réponse semble aller de soi : L'« Europe » des SS n'est pas celle de la CEE ou de l'Union Européenne d'aujourd'hui. Par ailleurs les spécialistes insistent, et à raison, que Hitler ou Goebbels ne savaient que faire avec l'idée européenne, la méprisaient et ne l'utilisaient que de manière tactique. Certes. Mais peut-être faudrait-il envisager que justement cette attitude négative d'un Hitler ou d'un Goebbels – combinée avec l'omniprésence d'une mythologie européenne dans la propagande de guerre nazie et notamment dans celle des Waffen-SS – a permis plus tard à un nationaliste un peu « réaliste » tel que Krukenberg d'*insérer* son image antilibérale de l'Europe dans le discours de la guerre froide et de la nouvelle politique d'alliance ouest-européenne.

- Germania », qui avait notamment été décernée à Konrad Adenauer, Otto von Habsbourg et Louise Weiss, sera remise au premier ministre grec Konstantinos Karamanlis.